

"Nous devons être exemplaires auprès des migrant·e·s et des réfugié·e·s"

Interview d'Olivier Faron, administrateur général du Cnam

Publié le 30 juin 2017 – Mis à jour le 7 novembre 2018

Quelle peut-être la réponse d'un établissement d'enseignement supérieur et de recherche comme le Conservatoire national des arts et métiers dans l'appel à la solidarité nationale du président de la République ? Olivier Faron, son administrateur général, nous confie pourquoi il est important à ses yeux que le Cnam s'engage auprès des migrants et des réfugiés, et nous détaille quelques-unes des initiatives prises.



Suite à l'appel du président de la République en faveur de l'accueil des réfugiés issus du Proche-Orient, vous avez souhaité que le Conservatoire national des arts et métiers participe à cet élan de solidarité nationale. Dans quelle mesure l'engagement du Cnam vous semble-t-il important ?

Nous sommes aujourd'hui confrontés au **plus grand afflux de migrant·e·s et de réfugié·e·s depuis la Seconde Guerre mondiale**. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR), on compte en effet plus de 60 millions de personnes déplacées par les guerres ou les persécutions à travers le monde. Une situation nouvelle que

l'opinion publique a feint de découvrir lors de la publication des photographies d'Aylan, cet enfant syrien retrouvé noyé sur une plage turque. Cette crise migratoire touche massivement et directement l'Europe. Depuis le début de l'année, près de 40 000 personnes sont ainsi arrivées rien qu'en Italie et plus de 2 500 autres ont perdu la vie en tentant de traverser la Méditerranée. Derrière ces chiffres, qui par leur ampleur apostrophent déjà, se cachent des **populations particulièrement vulnérables**, ayant fui les conflits ou les répressions, et suivi les chemins de l'exil au péril de leurs vies. Personnellement, je suis sidéré par cette **tragédie humanitaire**. Collectivement, j'ai souhaité que notre établissement prenne une part significative à l'**effort de solidarité** auquel le président de la République a appelé l'ensemble des composantes de la Nation à l'automne dernier. À travers cet engagement citoyen, nous souhaitons assurer pleinement **notre mission de service public** d'enseignement supérieur, de recherche, et de diffusion de la culture scientifique et technique. Mais, il fait aussi de nous les héritiers fidèles des engagements pris par l'abbé Grégoire, le fondateur du Conservatoire, qui fut toute sa vie un homme de conviction en se battant pour faire triompher les valeurs fondamentales et républicaines de tolérance, d'égalité et d'intégration.

Comment un établissement d'enseignement supérieur comme le Cnam peut-il agir en faveur de ces réfugié-e-s ?

En aval de l'urgence humanitaire que constituent la prise en charge et l'accueil des familles et des individus, les enjeux posés par la crise migratoire sont nombreux et, pour un certain nombre d'entre eux, directement liés à nos missions. C'est pourquoi j'ai lancé en octobre dernier la mission « **un métier pour les migrants** », portée au sein de l'établissement par Sylvie Ganne, afin de coordonner nos actions et nos initiatives. Le premier champ que nous souhaitons couvrir est bien évidemment celui de l'**accompagnement des personnes** pour les aider à élaborer et à réussir leur projet professionnel et de formation. C'est notre cœur de métier et nous devons sur ce point être exemplaires auprès des migrants et des réfugiés qui arrivent en France, comme nous le sommes depuis plus de 220 ans pour l'ensemble de nos publics. Pour cela, nous disposons d'une expertise avérée, notamment dans la **reconnaissance des acquis professionnels** qui est l'une des problématiques récurrentes que rencontre ces populations. Nous pouvons également nous appuyer sur des outils éprouvés, comme notre **charte sur l'accueil, l'information, l'orientation et l'accompagnement (AIOA)** qui permet de garantir le droit à l'orientation professionnelle pour tous, et sur la mobilisation de toutes les compétences qui font la richesse du Conservatoire au quotidien. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que l'arrivée de ces populations sur notre territoire pose une autre question : celle de la formation des personnes qui vont les accueillir, les accompagner, les former. Là encore, le Cnam doit être en mesure d'offrir des **réponses adaptées**. Enfin, l'accueil des réfugié-e-s et des migrant-e-s, dont une **grande majorité arrive aujourd'hui du Proche-Orient**, pose nécessairement la question de l'apprentissage de la langue arabe, question dont l'établissement s'est saisi depuis plus d'un an en proposant ses premiers enseignements.

Comment cet engagement se traduit-il concrètement sur le terrain ?

Certaines initiatives sont déjà en cours. Nous avons par exemple signé une convention de partenariat avec l'**Association Pierre-Claver** et nous accueillons aujourd'hui une douzaine de leurs élèves qui suivent au Cnam des formations dans les disciplines de leur choix. De même, notre centre de Rhône-Alpes participe au **programme Accelair**, qui vise à soutenir l'insertion des réfugié-e-s en leur proposant des formations sur mesure. Enfin, nous allons conclure un partenariat avec *Kiron Open Higher Education*, afin de **faciliter l'insertion des réfugié-e-s** dans l'enseignement supérieur grâce notamment à la mise à disposition de ressources en ligne. Ces partenariats sont essentiels à nos yeux car nous ne pourrions représenter une force réellement opérante qu'en fédérant toutes les expertises comme tous les savoir-faire. Et, si le Cnam ne peut bien entendu pas accueillir tous les réfugié-e-s du monde, pour reprendre la première partie de la célèbre formule de Michel Rocard, il se donne en revanche pour ambition, avec ses partenaires, de **devenir le lieu de référence** pour l'accueil et la formation professionnelle supérieure des migrants.

Quel est le second champ où vous souhaitez que le Cnam intervienne ?

Notre second champ d'intervention répond à la nécessité d'informer l'ensemble de nos concitoyen.ne.s sur les grands enjeux qui modèlent la société française, et donc nécessairement sur la crise migratoire qui touche actuellement l'Europe. Il est en effet essentiel pour un établissement comme le Conservatoire d'être un **lieu de réflexion et de débats** largement ouvert vers l'extérieur. Le colloque que nous organisons le 27 juin va dans ce sens puisqu'il rassemblera de nombreux protagonistes : chercheur.e.s, enseignant.e.s, responsables politiques, représentant.e.s de la société civile... De même, notre direction de la communication a créé début 2015, en partenariat avec l'**association Première urgence internationale**, une exposition de photographies pour témoigner de la vie quotidienne des réfugié-e-s syrien-ne-s au Liban et en Jordanie, exposition qui a déjà été présentée sur les grilles de l'établissement parisien puis dans nos centres en Rhône-Alpes et en Pays de la Loire. Et, elle a conçu, avec le HCR, une nouvelle exposition qui retrace le parcours de huit femmes réfugiées à travers le monde. Une initiative installée rue Saint-Martin le 20 juin, à l'occasion de la journée mondiale des réfugié.e.s.

L'accueil et l'accompagnement des réfugiés en France sont-ils la seule réponse ?

Alors que la France devrait accueillir quelques dizaines de milliers de personnes, il ne faut pas oublier que ce sont plus de 4,5 millions de Syriens et Syriennes qui sont accueilli-e-s en Turquie, en Jordanie, en Irak, en Égypte et au Liban. Il est donc évident que nous ne pouvons pas nous contenter d'être un pays d'accueil mais que face à l'urgence de la situation humanitaire, sociale et politique que connaissent ces pays, et dans la perspective d'une reconstruction de la Syrie à moyen ou long termes, nous devons aussi **nous projeter à l'international, au plus près des besoins**. C'est pourquoi nous souhaitons notamment participer au projet *Hopes (Higher and Further Education Opportunities and Perspectives for Syrians)*, porté par le *Madad Fund* de l'Union européenne et le *German Academic Exchange Service*, en partenariat avec le *British Council*, Campus France, et EP-Nuffic. Ce projet a pour objectif d'offrir des solutions d'enseignement et de formation aux jeunes réfugiés dans les pays limitrophes, et notamment au Liban qui compte plus d'un million de personnes venant de Syrie, soit l'équivalent d'un habitant sur cinq ! Pour cela, le Conservatoire peut compter sur l'Institut supérieur des sciences appliquées et économiques (Issae-Cnam), où nous formons déjà chaque année plus de 3 000 auditeurs. Ce projet s'inscrit d'ailleurs dans la politique générale de développement que mène l'établissement à l'international. Nous avons en effet fait le choix, contrairement à d'autres établissements, **d'être de réels partenaires du développement économique et social** des pays où nous sommes présents, en travaillant avec les acteurs locaux à **la mise en œuvre d'une offre de formation spécifique**, qui répond à leurs besoins comme à leurs enjeux.

Propos recueillis par Yvan Boude,
directeur de la communication

 Citoyenneté Action sociale

Le dernier Cnam mag'

LE CNAM MAG' #9

Société numérique, société inclusive ?

1 mai 2018

[+ Retrouvez tous les numéros](#)

L'auteur

Yvan Boude,
rédacteur en chef du *Cnam mag'*

+ tous ses articles



<http://blog.cnam.fr/anciennes-rubriques/grand-angle/migrants-et-migrations/nous-devons-etre-exemplaires-aupres-des>